

QUAND RESPIRER DEVIENT UN LUXE : LA CRISE NATIONALE DE LA POLLUTION DE L'AIR



Ces derniers temps, un épais brouillard toxique a enveloppé Téhéran et de nombreuses autres villes iraniennes, plongeant le pays dans une véritable urgence sanitaire. Dans la seule capitale, les services d'urgence rapportent que 31 % des interventions récentes étaient liées à la pollution de l'air, et 357 décès ont été enregistrés sur huit jours — des chiffres auxquels la pollution a très certainement contribué.

Mais ce n'est que la partie émergée de l'iceberg. Selon le ministère de la Santé, au cours de l'année iranienne 1402 (mars 2023 – mars 2024), la pollution a causé 30 692 décès prématurés dans 57 villes, dont 6 939 à Téhéran. La crise n'est plus locale, elle est systémique, affectant la santé, la respiration et la vie quotidienne de dizaines de millions de personnes.

Les causes de l'aggravation actuelle

Plusieurs facteurs de court terme convergent pour amplifier le phénomène : des conditions météorologiques stables avec inversions de température piégeant les polluants, le manque de précipitations, un pic saisonnier de la demande énergétique aggravé par des pénuries chroniques de gaz, et le recours à des carburants très polluants comme le mazout et un diesel à forte teneur en soufre.

Le résultat est dramatique : certaines villes de la province du Khuzestan, comme Ahvaz, Sussanguerd ou Mahchahr, sont classées « malsaines pour tous », tandis que d'autres le sont pour les populations sensibles. La fermeture temporaire d'écoles et le télétravail deviennent presque routiniers.

Un problème politique et infrastructurel

Les données officielles montrent l'ampleur du problème : des centrales électriques brûlent du mazout et un diesel contenant jusqu'à 592 fois plus de soufre que la norme. Pourtant, les lois censées protéger l'air, comme la « Loi sur l'air pur », une législation adoptée en 2017, sont mal appliquées.

Les sanctions internationales aggravent la situation, mais elles n'expliquent pas pourquoi les carburants les plus polluants sont choisis et maintenus, ni pourquoi les lois ne sont pas appliquées : ce sont des choix de politique intérieure.

L'impact économique et social

La pollution n'est pas seulement un problème de santé : elle coûte chaque année au pays environ 5,3 % de son PIB, soit 23 milliards de dollars. Les conséquences sont multiples : décès prématurés, baisse de productivité, érosion du capital humain futur, fuite des talents et déclin de l'attractivité économique des villes les plus polluées.

Mesures urgentes et solutions

Pour répondre à cette crise, plusieurs mesures doivent être prises :

- Suspendre immédiatement l'utilisation de mazout et de diesel très polluant dans les centrales énergétiques et les industries proches des zones urbaines.
- Rendre publiques les données sur les carburants et les émissions, et installer des stations de surveillance dans toutes les zones touchées.
- Fermer temporairement écoles et bureaux lors des journées critiques, avec un soutien réel au télétravail et à l'enseignement à distance.
- Investir massivement dans les transports publics propres et abordables dans toutes les grandes villes, et moderniser les industries les plus polluantes.

Enfin, la lutte pour un air pur ne peut se limiter aux mesures individuelles — masques et purificateurs — mais doit devenir une revendication collective. Exiger transparence et responsabilité des industries, relier les expériences individuelles des citoyen-nes et refuser le récit d'une pollution « naturelle », sont essentiels pour briser ce cercle vicieux.

Respirer est un droit, pas un privilège

La crise de la pollution de l'air en Iran révèle une inégalité toxique : certains respirent en sécurité, d'autres paient de leur santé et de leur avenir. Lutter pour un air pur, à Téhéran, Ahvaz, Qazvin, Karaj ou Mashhad, c'est remettre en question un modèle énergétique et urbain qui transforme un acte vital en enjeu politique. Un État responsable doit agir maintenant, avant que respirer ne devienne un luxe que seuls les plus privilégié-es peuvent se permettre. La seule solution que les bandes mafieuses et les bourreaux régnant sur le pays, ont trouvée était « Priez pour qu'il pleuve ! ».